

NEI

» EXIGEZ PLUS. COMME NOUS.

T3 2021

RAPPORT D'ACTIONNARIAT ACTIF

*Suivi de la progression de nos engagements auprès
des sociétés et de notre action politique*

Dans ce numéro

2 Synthèse des activités

4 Thème en gros plan : inégalités

Soutenir la multiplication des propositions d'actionnaires

5 Faits saillants de nos dialogues

Chaîne d'approvisionnement, nutrition et droits de la personne chez **McDonald's**, droits numériques chez **Telefónica**, zéro net ainsi que diversité et inclusion chez **Scotia**

6 Rapports de progression

Collaboration des sous-conseillers aux engagements sur les droits de la personne chez **Activision Blizzard**, suivi avec **Apple** sur les enjeux de gouvernance technologique et de droits de la personne

8 Mise à jour sur les engagements des sous-conseillers

Federated Hermes sur les progrès climatiques de **Stora Enso**; Addenda Capital sur la gestion du capital humain et la sécurité des produits de **Sanofi**; synthèse des engagements auprès des sociétés de Wellington Management

9 Actions politiques

Les libéraux de retour avec des ambitions climatiques renforcées

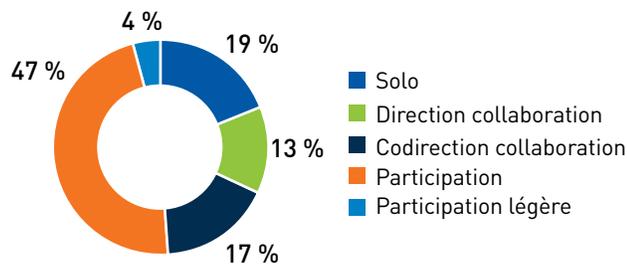
10 Faits saillants politiques

12 Liste des engagements auprès des sociétés

SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS

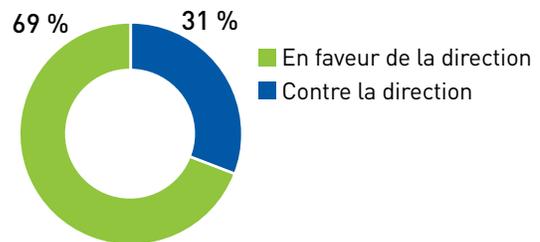
Rôle d'engagement de NEI

Nous avons dirigé 49 % de nos engagements, soit en les assumant nous-mêmes, soit en assumant la direction ou la codirection d'initiatives collectives avec d'autres investisseurs. Les investisseurs qui dirigent l'engagement déterminent le programme, la stratégie et la direction de celui-ci, supervisant et organisant les réunions et les communications au sein du groupe et avec la société visée. Dans nombre de ces dialogues à multiples actionnaires, nous dirigeons ou codirigeons les engagements auprès de certaines sociétés et participons à d'autres dialogues dirigés par d'autres investisseurs. Privilégiant les dialogues en face à face ou en petits groupes, nous avons sollicité des rencontres avec la Banque Scotia, la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et Enbridge, ainsi qu'avec d'autres entreprises, pour reconnaître les progrès accomplis et susciter des changements significatifs.



Instructions de vote

Nous avons exercé notre droit de vote au cours de 70 assemblées, un nombre substantiellement inférieur à celui du trimestre dernier qui correspondait au pic de la période des procurations. Nous avons soutenu 69 % de tous les points à l'ordre du jour votés, c'est-à-dire 539 sur 785. Parmi les votes contre la direction, deux tiers concernaient la nomination des administrateurs, en raison de préoccupations sérieuses de manque de diversité de genre ou raciale au conseil d'administration, un président non indépendant et un manque d'indépendance générale du conseil d'administration, le tout affectant principalement la nomination des membres des comités. Les autres votes à l'encontre de la direction concernaient des questions de rémunération et la ratification des auditeurs, en raison de durée excessive de mandat et de volume trop important d'honoraires non liés à des travaux d'audit.

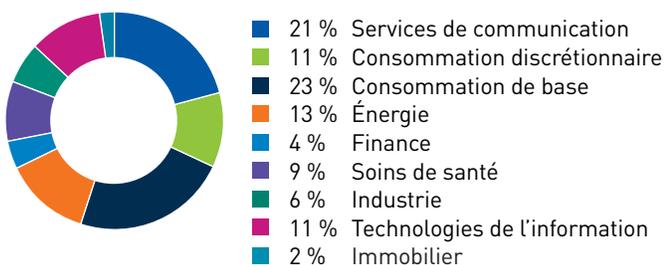


Qu'est-ce que l'actionariat actif?

Notre équipe ESG s'engage activement auprès des sociétés détenues par nos Fonds afin de protéger le capital des investisseurs et le faire fructifier, tout en influant sur l'imputabilité de toutes les parties prenantes. Nous dialoguons directement avec les sociétés pour les prévenir des risques environnementaux, sociaux ou de gouvernance qui menacent leurs activités et proposons des pistes d'amélioration. De plus, nous votons lors des assemblées générales d'actionnaires sur les résolutions concernant les nominations au conseil d'administration, les aspects de gouvernance et les propositions d'actionnaires.

Engagements par secteur

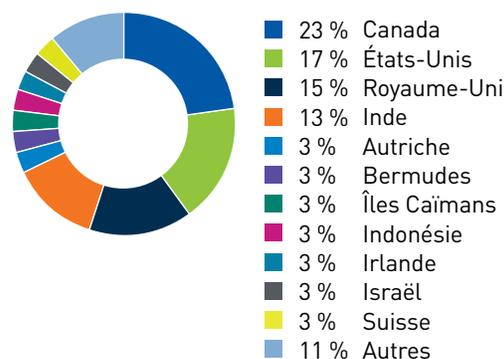
Nous avons continué à dialoguer avec des sociétés de nombreux secteurs d'activité, notamment la finance et l'énergie, en assumant souvent la direction ou la codirection des engagements. Nous avons activement participé à des initiatives collectives sectorielles comptant de multiples actionnaires, sur des questions de gouvernance dans les technologies de l'information et les services de communication ainsi que d'accès à la nutrition dans les secteurs de la consommation de base et de la consommation discrétionnaire. En cumul, ces deux secteurs correspondaient approximativement aux deux tiers de nos efforts d'engagement du troisième trimestre. Dans le cadre de ces collaborations, nous avons dirigé ou codirigé plusieurs dialogues, tout en participant également à des dialogues dirigés par d'autres investisseurs. Ces travaux constituaient une part significative de nos engagements à titre de « participants ».



Votes par pays

Plus de la moitié des votes exercés durant les assemblées du troisième trimestre concernaient des sociétés d'Amérique du Nord et du Royaume-Uni, les autres se situant notamment en Inde, en Autriche, aux Bermudes, en Indonésie, en Irlande, en Israël et en Suisse.

Les huit résolutions d'actionnaires ayant fait l'objet d'un vote durant le trimestre ont été soumises aux États-Unis, aux quatre sociétés suivantes : **FedEx**, **Conagra Brands**, **NortonLifeLock** et **Electronic Arts**. Nous avons soutenu toutes les résolutions exigeant de FedEx un président du conseil d'administration indépendant ainsi qu'une meilleure divulgation de ses efforts de lobbying, de ses contributions à des partis politiques et de ses pratiques de diversité et d'inclusion. Nous avons également soutenu les propositions soumises à Conagra Brands et Electronic Arts, qui visaient à améliorer les droits des actionnaires en leur donnant la possibilité d'agir par consentement écrit, ainsi que la proposition soumise à NortonLifeLock qui exigeait un président du conseil d'administration indépendant.



THÈME EN GROS PLAN : TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Soutenir la multiplication des propositions d'actionnaires

Hasina Razafimahefa, directrice des évaluations ESG et du vote par procuration

Cette période de vote par procuration a confirmé les tendances de fond que nous observons parmi nos trois thèmes de prédilection (droits de la personne, inégalité et transition énergétique), réservant de plus de multiples résolutions novatrices et intéressantes que nous soutenons avec plaisir.

Nous avons observé une multiplication des résolutions concernant notre thème des inégalités, en particulier les sous-thèmes d'équité raciale, de rémunération et d'accès ainsi que celui de diversité et inclusion. Il s'agit à notre avis d'un effet George Floyd, dont le meurtre choquant a provoqué un regain d'activisme racial, ainsi que des conséquences de la pandémie sur le traitement des employés, en particulier ceux en première ligne.

Nous avons observé une absence de réponse adéquate à ces 52 propositions, de sorte que nous avons soutenu quasiment toutes celles pour lesquelles nous avons exercé notre droit de vote. Plus des deux tiers des propositions demandaient des pratiques de rémunération plus équitables et des actions favorisant la diversité et l'inclusion, le reste concernant principalement l'équité d'accès et la gestion du capital humain. Parmi les propositions que nous avons soutenues, citons une demande nouvelle d'audit d'équité raciale, avec publication des conclusions. La proposition a concerné huit sociétés détenues par nos fonds*, notamment **Amazon, Johnson & Johnson, JPMorgan Chase** et **Citigroup**.

Sur le front des droits de la personne, nous avons soutenu 15 des 20 propositions pour lesquelles nous avons exercé notre droit de vote (les autres ayant donné lieu à une abstention de notre part). Les sociétés technologiques comme **Alphabet** et **Facebook** ont été l'objet de plusieurs propositions concernant la gouvernance et les droits de la personne, qui visaient notamment à mieux

comprendre leur évaluation des questions liées au contenu et à atténuer les risques qui en découlent. Pour Amazon, deux propositions concernant ses activités de surveillance et sa technologie de reconnaissance faciale ont recueilli plus de 30 % de soutien, un signe clair que les actionnaires prennent au sérieux ces nouvelles problématiques et souhaitent que les sociétés les abordent de la bonne manière.

Nous avons soutenu une nouvelle proposition concernant les droits des peuples autochtones, la seule dans ce domaine. Celle-ci demandait au **Groupe TMX** de divulguer ses politiques et ses pratiques en matière de recrutement, promotion et formation des employés autochtones ainsi que de relations et de recours à des entreprises détenues par des Autochtones. Le but de la proposition consistait à améliorer la divulgation des actions de réconciliation entreprises par des sociétés inscrites en bourse. Nous avons félicité la direction du Groupe TMX pour la suite favorable donnée à cette proposition, qui a d'ailleurs reçu un soutien exceptionnellement encourageant de 98 %.

L'année 2021 a marqué l'importance du vote par procuration, comme en témoignent la nature des résolutions que nous avons votées et leur nombre (101 sur des questions environnementales et sociales), mais aussi le virage pris par l'activisme des actionnaires, avec plus de votes majoritaires sur les propositions ESG que nous n'en avons jamais dénombré en une seule année. Il s'agit d'un coup de semonce pour les conseils d'administration, qui se traînaient les pieds sur un certain nombre d'enjeux ESG urgents. C'est un changement dont nous nous réjouissons, car un nombre croissant d'actionnaires exercent leurs droits de façon active, et la pression croissante qu'ils imposent aux sociétés pour en faire davantage et aller dans le bon sens ne pourra, à notre avis, que bénéficier à l'ensemble des parties prenantes.

* Les actions des sociétés mentionnées ici étaient détenues à la date de l'assemblée générale 2021; les positions en portefeuille peuvent changer sans préavis.

FAITS SAILLANTS DE NOS DIALOGUES

Une opportunité de défendre les droits de la personne pour McDonald's

La présence mondiale de McDonald's lui donne la possibilité de participer à la lutte contre le trafic humain de façon potentiellement significative. Nous avons rencontré la société dans le cadre d'un suivi, par notre participation à un groupe créé par le Centre œcuménique sur la responsabilité sociale (ICCR), qui visait notamment l'utilisation responsable des antibiotiques dans sa chaîne d'approvisionnement, la nutrition et l'amélioration des salaires pour le personnel en première ligne. Les dirigeants de la chaîne de restauration rapide se sont toutefois surtout intéressés à une proposition du groupe d'investisseurs de l'ICCR suggérant des possibilités de repérer de façon proactive dans ses établissements situés le long des autoroutes, dans des aires de repos et autres endroits à fort achalandage des indices d'activité de trafic humain et de les déclarer aux autorités.

Remarque : La position McDonald a été éliminée de tous les fonds NEI le 26 juillet 2021, sur la base du processus d'investissement de notre sous-conseiller. Comme toujours, les positions peuvent changer sans préavis.

Telefónica compte user de sa position de chef de file

L'opérateur tire bien son épingle du jeu sur un certain nombre de facteurs ESG et démontre une avance dans son secteur d'activité, comme en témoigne son classement devant tous ses concurrents dans l'indice 2020 de responsabilité des entreprises en matière de droits numériques. La multinationale espagnole compte une forte présence en Amérique latine et a démontré sa grande transparence sur la nature des demandes de renseignements effectuées par les pouvoirs publics. Nous avons eu le plaisir de découvrir que la direction de l'entreprise tenait à effectuer des améliorations dans certains domaines identifiés par

son évaluation RDR. (L'indice RDR classe les sociétés en fonction des pratiques et procédures qu'elles ont elles-mêmes communiquées et qui affectent le droit à la liberté d'expression et à la protection des renseignements personnels.)

Prochaines étapes : Telefónica a confirmé son ouverture d'esprit sur ces questions. Nous aimerions mieux comprendre la façon dont elle intègre les parties prenantes dans son approche sur les droits numériques.

Scotia effectue des progrès significatifs

La banque se dote de tous les moyens que nous estimons nécessaires à un engagement zéro net digne de ce nom et avance également à grands pas sur ses pratiques et politiques de diversité et d'inclusion. Nous avons rencontré la Scotia en septembre, à sa propre initiative, qui œuvre actuellement à la mise en place d'un plan zéro net. Nous l'avons encouragée à voir dans quelle mesure elle pouvait aider ses clients à se fixer (et atteindre) des objectifs. De façon générale, nous insistons sur l'importance du rôle actif que doivent jouer les banques du pays auprès de leurs clients pour une conformité au zéro net et une communication transparente des progrès en la matière. Celles-ci constituent effectivement un pilier de notre économie et nous devons faire en sorte, en tant qu'investisseurs responsables, que ce secteur d'activité évolue dans le bon sens.

Prochaines étapes : Un suivi a été prévu sur la question de la rémunération équitable et de l'économie circulaire, deux sujets importants pour Scotia comme pour NEI que nous n'avons pas eu le temps de couvrir lors de notre dernière réunion.

RAPPORT DE PROGRESSION : ACTIVISION BLIZZARD

Secteur

Technologie

Thèmes, sous-thèmes

Inégalités, diversité et inclusion

Objectifs de développement durable des Nations Unies sous-jacents



Activité

Réponse à une couverture médiatique négative

Réaction

Plutôt positive

Fonds (possibilité de changement sans préavis)

Fonds d'actions américaines ER NEI, Fonds d'actions mondiales ER NEI, Fonds de dividendes mondial ER NEI, Mandat NEI actions mondiales

Pour aller au fond des choses en matière de politiques de diversité et d'inclusion

Les lourdes allégations de harcèlement et de discrimination visant la direction d'Activision Blizzard nous ont sérieusement fait craindre que l'entreprise ne mette pas en oeuvre des moyens suffisants pour atteindre nos critères de transparence et d'adéquation des comportements. Nous avons cherché à nous engager auprès de la société, qui a pour l'instant accepté de répondre à nos demandes. C'est un début.

Dans des controverses visant une entreprise admissible à un investissement dans nos fonds, nous examinons de près les risques ainsi que la réponse de la direction. C'est ce que nous nous évertuons à faire actuellement.

Lorsque nous avons appris la nouvelle, notre première décision d'affaires a consisté à joindre nos sous-conseillers, pour comprendre leur historique d'engagement auprès de la société et envisager les prochaines étapes. Nous avons également expliqué par écrit à Activision nos préoccupations et nos attentes. Notre lettre a été suivie d'une réponse circonstanciée, mais pas nécessairement encourageante, confirmant malgré tout la possibilité d'une rencontre au quatrième trimestre.

L'entreprise a posé des jalons allant dans le bon sens : congédiement de certains cadres supérieurs, recrutement d'un nouveau directeur du personnel et engagement d'un bureau d'avocats pour revoir ses pratiques et procédures. Nous sommes curieux de voir à quel point la société souhaite s'améliorer et dans quelle mesure le conseil d'administration

compte s'impliquer. Nos conversations avec nos sous-conseillers laissent entendre que la direction d'Activision ne semble pas particulièrement motivée à adopter officiellement un positionnement plus honorable que la moyenne dans ce secteur d'activité. Il s'agirait d'une stratégie particulièrement décevante pour restaurer la confiance des employés. En effet, les entreprises de jeux vidéo ne brillent pas particulièrement par le respect qu'elles accordent aux femmes ou aux minorités, et même faire mieux que celles-ci ne représenterait pas nécessairement une avancée colossale.

Nous voyons cette situation comme un nouveau test de l'influence que nous pouvons exercer. Il s'agit également d'une excellente opportunité de renforcer notre collaboration avec nos sous-conseillers pour amplifier notre capacité à susciter le changement.

Prochaines étapes : Nous poursuivons nos engagements auprès de l'entreprise et examinons ses processus, misant en outre sur notre conférence téléphonique prévue au quatrième trimestre. Dans ces cas, nous cherchons la plupart du temps à obtenir de la direction deux contributions : un engagement clair à corriger ses faiblesses et un plan d'action transparent guidé par les commentaires des employés, en particulier ceux qui ont été lésés. D'autres nouvelles suivront.

RAPPORT DE PROGRESSION : APPLE

Secteur

Énergie

Thème, sous-thème

Transition énergétique, zéro net

Objectifs de développement durable des Nations Unies sous-jacents



Activité

Aperçu du nouveau plan stratégique

Réaction

Excellente

Fonds (changements possibles sans préavis)

Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds d'actions mondiales NEI, Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI

Apple s'ouvre à la discussion

La société à la pomme semble mieux disposée à tenir des conversations ouvertes sur les risques aux droits de la personne inhérents à ses activités. Nous observons des signes encourageants d'une prise en compte générale des points de vue des investisseurs et de disponibilité pour de futurs dialogues.

NEI figurait parmi le petit groupe d'investisseurs qui a rencontré des représentants d'Apple en septembre dernier. Il s'agissait d'un suivi à une réunion tenue en février au cours de laquelle très peu de renseignements avaient filtré, puisque la société s'était essentiellement bornée à nous proposer de consulter ses politiques de divulgation à partir de son site Web. Cette dernière réunion s'est avérée bien plus productive, avec un accueil plus chaleureux d'Apple.

Signalons que l'entreprise a différé la mise en œuvre d'une nouvelle politique visant les images d'enfants à connotation sexuelle, après avoir subi les pressions significatives de différents groupes de défense des droits. Elle s'autorisait dans ce cadre à consulter le contenu d'iCloud Photos, de façon automatisée et manuelle, de sorte à repérer les images douteuses et alerter les autorités compétentes. Cette situation nous a semblé révélatrice de la façon dont les sociétés technologiques tendent généralement à se comporter, prenant souvent leurs décisions sans grande consultation ou transparence, même quand elles exercent des activités ayant de profondes implications

sur les droits numériques et sociaux. Dissipons tout malentendu, les politiques de protection de la jeunesse comme celle-ci s'avèrent absolument essentielles pour les droits de la personne et nous félicitons Apple d'avoir saisi le problème à bras le corps. En revanche, c'est son *approche* (et celle d'autres chefs de file technologiques) qui nous semble mériter des améliorations.

En aucun cas, nous ne contestons l'avance d'Apple en matière de confidentialité des données. L'entreprise surpasse effectivement toutes ses concurrentes, en divulguant de façon détaillée le risque inhérent à ses activités pour les droits de la personne dans la chaîne d'approvisionnement et met à la disposition du public ses rapports de vérification. Elle pourrait néanmoins conduire plus d'évaluations concrètes de ses opérations à l'échelle mondiale, en particulier dans les régions où sévissent très probablement des pratiques douteuses au travail.

Prochaines étapes : Nous souhaitons que l'ouverture d'esprit dont Apple commence à faire preuve sur les questions de droit du travail propres à son modèle d'affaires se poursuive, et que nos conversations débouchent sur des résultats concrets. Nous tenons maintenant à ce que l'entreprise divulgue *davantage* de renseignements sur les procédures évoquées dans ses déclarations générales sur la qualité de sa supervision.

MISE À JOUR SUR LES ENGAGEMENTS DES SOUS-CONSEILLERS

Stora Enso, bon élève sur le climat

Federated Hermes

La société finlandaise d'emballage durable Stora Enso a accompli de grands progrès dans la réduction de son intensité carbone, selon Federated Hermes. Cependant, elle n'a pas diminué ses émissions absolues au même rythme. Stora Enso figure dans le programme d'engagement d'Hermès, avec une priorité sur la lutte contre le changement climatique. Hermès précise que la société a été la première au monde dans le secteur des produits forestiers à se fixer des objectifs de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre basés sur la science. Stora Enso vise à diminuer de 31 % ses émissions de GES par tonne d'ici 2030, par rapport au volume de 2010, allant au-delà du deuxième scénario établi par l'Agence internationale de l'énergie. Autre signe encourageant identifié par Hermès, la société se classe dans la catégorie 4 de la Transition Pathway Initiative, ce qui signifie l'intégration complète des aspects liés au changement climatique dans sa stratégie et ses activités.

Sanofi lance une nouvelle stratégie d'engagement de ses employés

Addenda Capital

La société pharmaceutique française Sanofi a lancé une nouvelle approche en matière de culture d'entreprise et d'engagement auprès de ses employés, dont l'efficacité au fil du temps fera l'objet d'une évaluation continue par Addenda Capital. Le sous-conseiller précise que Sanofi s'efforce également d'améliorer sa communication avec les autorités sanitaires et de mieux exploiter les données dont elle dispose pour détecter en amont les problèmes potentiels de ses produits.

Synthèse des engagements auprès des sociétés

Wellington Management

En ce qui concerne les autres sociétés, Wellington Management déclare avoir rencontré Bank of America, BNP Paribas, Danaher, Etsy, GoDaddy, Morgan Stanley et Square (à plusieurs occasions) au troisième trimestre, sur des thèmes aussi variés que la stratégie et la culture d'entreprise, la diversité et l'inclusion, la gestion de la chaîne d'approvisionnement, la rémunération des dirigeants, la planification de la relève et le zéro net.

ACTIONS POLITIQUES

Les libéraux de retour avec des ambitions climatiques renforcées

Jamie Bonham, directeur, Engagements auprès des sociétés

Après une (nouvelle) élection fédérale qui a produit à peu près les mêmes résultats que la précédente, il est tentant de se dire que rien ne change vraiment. La carte électorale le confirme. Devons-nous, malgré tout, considérer l'élection de 2021 comme une étape stratégique dans la transition vers le zéro net? Peut-être.

Malgré le peu d'attention portée au changement climatique durant la campagne, notons que tous les partis avaient revu à la hausse leurs ambitions sur cette question depuis la dernière élection et que les électeurs ne s'en sont pas plaints. Le fait de disposer d'une politique crédible en matière climatique n'est-il plus un handicap? Il est probablement encore un peu tôt pour s'en assurer, mais la tendance semble aller clairement dans le bon sens. Malgré tout, ce « nouveau » gouvernement a renforcé ses engagements durant la campagne, dans des domaines relativement complémentaires aux priorités de notre programme, en particulier à deux égards : la conservation menée par les Autochtones et le soutien au secteur gazier et pétrolier aux fins de conformité au zéro net.

Le gouvernement avait annoncé avant les élections un financement de 340 millions \$ pour les efforts de conservation menés par les Autochtones, et le programme des libéraux annonçait clairement une intention d'augmenter cette contribution. Cet engagement s'inscrit dans un objectif de conservation visant à protéger 25 % des terres et océans du Canada d'ici 2025, et 30 % d'ici 2030, [près du double de la superficie actuelle](#). La campagne électorale avait également réservé un engagement de 50 millions \$ visant à trouver des façons de protéger des forêts anciennes grâce à des mécanismes de financement novateurs. Ces initiatives vont dans la bonne direction, à notre avis, mais doivent être significativement renforcées par une augmentation du financement et par un lien direct à la finance durable. En tirant parti de l'engouement croissant pour les opportunités de finance durable (par souscription ou soutien d'obligations vertes et par compensation liée aux aires de conservation menées par des Autochtones), le Canada peut atteindre ses objectifs climatiques et de

conservation, tout en avançant dans sa réconciliation économique. Notre participation à l'initiative des champions de la forêt boréale se justifie en partie pour faire de cet objectif une réalité. [Un récent article de Frank Brown](#), un des champions de la forêt boréale, souligne avec éloquence les avantages de la conservation menée par les autochtones..

Le programme politique des libéraux contenait également des mesures d'aide au secteur gazier et pétrolier afin que celui-ci se conforme au zéro net d'ici 2050, avec une idée de plafonnement des émissions et de mise en œuvre d'étapes intermédiaires pour s'assurer qu'il contribue aux efforts du pays à l'échéance 2030. Les libéraux ont également affirmé une ambition plus élevée en ce qui concerne les émissions de méthane du secteur énergétique, visant une réduction de 75 % d'ici 2030, par rapport aux volumes de 2012 (en conformité avec les directives de l'Agence internationale de l'énergie). Depuis les élections, le Canada a rejoint l'engagement mondial sur le méthane, une initiative visant à réduire les émissions mondiales de ce gaz de 30 % d'ici 2030, par rapport au volume de 2020. Nous estimons ce redoublement d'efforts très favorable, puisque toutes ces actions soutiennent les engagements de NEI, les réductions des émissions de méthane figurant en priorité dans nos engagements. Il reste toutefois des améliorations significatives à apporter dans l'évaluation directe et la communication de ces émissions. Le gouvernement et les représentants des secteurs d'activité doivent donc s'engager à faire mieux. Des processus de certification valables à l'initiative de tiers sur la gestion des émissions de méthane existent et pourraient servir au gouvernement pour atteindre son objectif.

Même si le Canada ne peut se vanter pour l'instant d'avoir tenu ses promesses de campagne sur la question du changement climatique, cette élection nous a semblé différente et, à notre avis, les libéraux ne pourront échapper à la vigilance de l'opinion publique.



FAITS SAILLANTS POLITIQUES

Thème : Droits de la personne

- Signature d'un énoncé d'investisseurs demandant que les diligences raisonnables environnementales et sur les droits de la personne deviennent obligatoires dans l'Union européenne à l'approche de la reprise des travaux de la Commission européenne sur une gouvernance durable des sociétés
- Signature d'une lettre d'investisseurs au Comité des normes comptables et financières soulignant le soutien des investisseurs à des exigences propres à chaque pays en matière de transparence fiscale, afin d'assurer que les sociétés ne recourent pas à des méthodes agressives d'évitement fiscal

Thème : Inégalités

- Soumission de commentaires à l'Institut des CFA dans le cadre de leur rédaction d'un code de diversité, d'équité et d'inclusion, afin d'exprimer notre soutien à l'initiative et d'insister sur les aspects qui nous semblent les plus importants pour susciter un changement à l'échelle sectorielle
- Signature d'une lettre d'investisseurs destinée au Congrès des États-Unis afin que celui-ci crée un programme exhaustif et permanent d'absence médicale et familiale rémunérée, permettant de soutenir les entreprises et l'économie par une politique commune qui réduira ainsi les coûts de prochaines crises sanitaires et leur impact



Thème : Transition énergétique

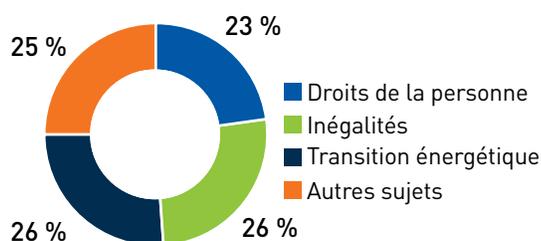
- Signature d'une lettre d'investisseurs destinée à l'Agence de protection environnementale des États-Unis en soutien à une norme exigeante concernant les émissions de véhicules utilitaires légers, une priorité pour réduire les émissions de GES et assurer la compétitivité mondiale du secteur automobile nord-américain
- Signature d'un énoncé d'investisseurs incitant les gouvernements des pays à agir sur la biodiversité et établir un ambitieux cadre de référence mondiale en la matière d'après 2020, en vue d'une adoption à la 15e Conférence des Parties de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique

Autres actions politiques

- Soumission de commentaires à la Fondation des normes internationales d'information financière (IFRS) à propos des changements proposés à la constitution des IFRS afin de tenir compte de la création du Conseil des normes internationales d'information sur le développement durable, soulignant la nécessité d'intégrer à cette constitution les attentes d'expertise en développement durable et en diversité de la représentation

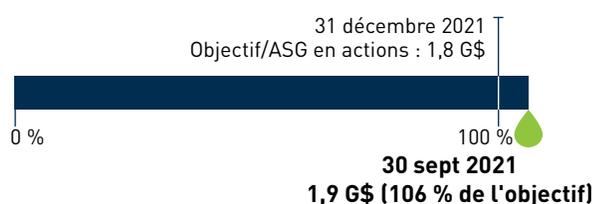
LISTE DES ENGAGEMENTS AUPRÈS DES SOCIÉTÉS

Engagements par thème



Progression des objectifs d'engagement de 2021

NEI s'efforce de s'engager chaque année auprès de sociétés représentant au moins 25 % de son actif sous gestion. Au 30 septembre 2021, l'ASG en actions de NEI s'établissait à 7,2 G\$, soit un objectif d'engagement représentant 1,8 G\$.



Liste alphabétique des sociétés visées par nos engagements entre le 1er juillet et le 30 septembre 2021

La liste n'est pas nécessairement exhaustive. Les fonds concernés peuvent changer sans préavis.

Sociétés	Secteurs	Thèmes	Sous-thèmes	Fonds NEI
Activision	Services de communication	Inégalités	Capital humain	Actions américaines ER NEI, Actions mondiales ER NEI, Dividendes mondiaux ER NEI, Mandat NEI actions mondiales
Alibaba Group	Consommation discrétionnaire	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Marchés émergents NEI
Alphabet	Services de communication	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Actions américaines ER NEI, Équilibré durable mondial NEI, Actions mondiales ER NEI, Actions canadiennes ER NEI, Actions canadiennes NEI, Actions mondiales NEI, Dividendes canadiens NEI, Mandat NEI actions mondiales
AltaGas	Énergie	Transition énergétique	Engagements zéro net	Obligations canadiennes NEI, Actions canadiennes petite capitalisation ER NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI, Actions canadiennes ER NEI, Mandat NEI revenu fixe
Amazon	Consommation discrétionnaire	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Actions américaines ER NEI, Équilibré durable mondial NEI, Actions mondiales ER NEI, Actions mondiales NEI, Mandat NEI actions mondiales

Sociétés	Secteurs	Thèmes	Sous-thèmes	Fonds NEI
America Movil	Services de communication	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Obligations d'impact mondiales
Apple	Technologies de l'information	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Actions américaines ER NEI, Équilibré durable mondial NEI, Actions mondiales ER NEI, Actions mondiales NEI, Mandat NEI actions mondiales
AT&T	Services de communication	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Équilibré durable mondial NEI, Obligations mondiales à rendement global NEI, Valeur mondiale NEI
Banque Scotia	Finance	Transition énergétique, inégalités	Engagements zéro net, diversité et inclusion	Obligations canadiennes NEI, Actions canadiennes ER NEI, Dividendes mondiaux ER NEI, Croissance et revenu NEI, Actions canadiennes NEI, Dividendes canadiens NEI, Marché monétaire NEI, Mandat NEI revenu fixe, Indiciel canadien amélioré ESG NEI
Bharti Airtel	Services de communication	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Obligations d'impact mondiales
Chemins de fer nationaux du Canada	Industries	Transition énergétique, inégalités	Conformité au GIFCC, capital humain, engagements zéro net	Actions canadiennes ER NEI, Dividendes canadiens NEI, valeur mondiale NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI revenu fixe, Mandat NEI actions canadiennes
Canadian Natural Resources	Énergie	Transition énergétique	Engagements zéro net	Obligations canadiennes NEI, Actions canadiennes ER NEI, Mandat NEI actions canadiennes, Indiciel canadien amélioré ESG NEI
Chartwell, résidences pour retraités	Immobilier	Inégalités	Capital humain	Dividendes canadiens NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI
Comcast	Consommation discrétionnaire	Inégalités	Diversité et inclusion	Actions américaines ER NEI, Dividendes mondiaux ER NEI, Actions canadiennes NEI, Dividendes américains NEI, Mandat NEI actions mondiales
ConocoPhillips	Énergie	Transition énergétique	Engagements zéro net	Dividendes mondiaux ER NEI
Danone	Consommation de base	s.-o.	Nutrition	Actions internationales ER NEI
Deutsche Telekom	Services de communication	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Obligations mondiales à rendement global NEI

Sociétés	Secteurs	Thèmes	Sous-thèmes	Fonds NEI
Enbridge	Énergie	Transition énergétique	Engagements zéro net	Obligations canadiennes NEI, Actions canadiennes ER NEI, Dividendes canadiens NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI revenu fixe
Evertz Technologies	Industries	s.-o.	Gouvernance pour les positions significatives	Actions canadiennes petite capitalisation ER NEI
Fresenius	Soins de santé	Inégalités	Capital humain	Actions internationales ER NEI
General Mills	Consommation de base	s.-o.	Éthique des affaires, nutrition	Dividendes mondiaux ER NEI
GFL Environmental	Industries	Transition énergétique	Circularité des plastiques, conformité au GIFCC, gestion et divulgations ESG	Croissance et revenu NEI, Actions canadiennes NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI
Hess	Énergie	Transition énergétique	Engagements zéro net	Actions mondiales ER NEI
Kellogg	Consommation de base	s.-o.	Éthique des affaires, nutrition	Dividendes mondiaux ER NEI
Keurig Dr Pepper	Consommation de base	s.-o.	Nutrition	Équilibré durable mondial NEI, Dividendes mondiaux ER NEI
Kraft Heinz	Consommation de base	s.-o.	Éthique des affaires, nutrition	Obligations mondiales à rendement élevé NEI, Obligations mondiales à rendement global NEI
Les Compagnies Loblaws	Consommation de base	Droits de la personne, inégalités, transition énergétique	Risque de la chaîne d'approvisionnement, capital humain, circularité des plastiques, engagements zéro net	Obligations canadiennes NEI, Actions canadiennes ER NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI revenu fixe
Magna International	Consommation discrétionnaire	Transition énergétique, inégalités	Conformité au GIFCC, diversité et inclusion	Actions canadiennes ER NEI, Croissance et revenu NEI, actions canadiennes NEI, Dividendes canadiens NEI, Dividendes américains NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI actions canadiennes
McDonald's	Consommation discrétionnaire	Inégalités, droits de la personne	Bien-être des animaux d'élevage, accès équitable, diligence raisonnable sur les droits de la personne, capital humain	Position vendue

Sociétés	Secteurs	Thèmes	Sous-thèmes	Fonds NEI
Microsoft	Technologies de l'information	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Actions américaines ER NEI, Actions mondiales ER NEI, dividendes mondiaux ER NEI, Leaders en environnement NEI, Actions mondiales NEI, dividendes canadiens NEI, Obligations mondiales à rendement global NEI, Mandat NEI actions mondiales
Mondelez International	Consommation de base	s.-o.	Nutrition	Position vendue
Nestlé	Consommation de base	s.-o.	Nutrition	Actions mondiales ER NEI, Actions internationales ER NEI, Actions mondiales NEI, Mandat NEI actions mondiales
Orange	Services de communication	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Position vendue
Orpea	Soins de santé	Inégalités	Capital humain	Actions internationales ER NEI
Pepsico	Consommation de base	Inégalités, transition énergétique	Nutrition, éthique des affaires, accès équitable, circularité des plastiques	Dividendes mondiaux ER NEI, Dividendes américains NEI
Pfizer	Soins de santé	Inégalités	Égalité des chances	Équilibré durable mondial NEI, Dividendes mondiaux ER NEI, dividendes canadiens NEI, Dividendes américains NEI
Roche	Soins de santé	Inégalités	Égalité des chances	Actions américaines ER NEI, actions mondiales ER NEI, dividendes mondiaux ER NEI, Valeur mondiale NEI, Mandats NEI actions mondiales
RBC	Finance	Transition énergétique, inégalités	Engagements zéro net, promotion de la théorie des parties prenantes, rémunération équitable	Obligations canadiennes NEI, Actions canadiennes ER NEI, actions canadiennes NEI, Dividendes canadiens NEI, marché monétaire NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI revenu fixe, Mandat NEI actions mondiales
Samsung	Technologies de l'information	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Actions mondiales ER NEI, Marchés émergents NEI, Valeur mondiale NEI
Telefónica	Services de communication	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Obligations d'impact mondial NEI, Obligations mondiales à rendement global NEI
Tencent Holdings	Technologies de l'information	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Actions internationales ER NEI, Marchés émergents NEI
Unilever	Consommation de base	s.-o.	Nutrition	Dividendes canadiens NEI, Dividendes américains NEI

Sociétés	Secteurs	Thèmes	Sous-thèmes	Fonds NEI
Verizon Communications	Services de communication	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Actions américaines ER NEI, Équilibré durable mondial NEI, Actions mondiales ER NEI, Dividendes mondiaux ER NEI, Dividendes canadiens NEI, Dividendes américains NEI, Obligations mondiales à rendement global NEI
Vodafone	Services de communication	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Dividendes canadiens NEI, Obligations d'impact mondial NEI, Obligations mondiales à rendement global NEI
Wal-Mart	Consommation de base	Inégalités, droits de la personne	Capital humain, domaine des droits de la personne, rémunération équitable	Actions américaines ER NEI, Mandat NEI actions mondiales
Williams Cos	Énergie	Transition énergétique	Zéro émission nette	Dividendes américains NEI
Yandex	Technologies de l'information	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Position vendue



**Communiquez avec votre conseiller aujourd'hui
pour savoir comment les solutions
d'investissement responsables de NEI peuvent
vous aider à atteindre vos objectifs.**

NEI

Ce document est fourni à des fins éducatives et d'information uniquement et ne vise pas à apporter précisément des conseils financiers, juridiques, comptables, fiscaux, de placement ou de toute autre nature. Les opinions exprimées aux présentes peuvent changer sans préavis, les marchés évoluant en permanence. L'information contenue aux présentes est considérée comme fiable, mais NEI ne garantit ni son exhaustivité ni son exactitude. Les opinions exprimées à l'égard d'une société, d'un titre, d'un secteur, ou d'un marché en particulier ne doivent pas être interprétées comme une intention de réaliser des transactions concernant un fonds géré par Placements NEI. Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties concernant des rendements futurs et les résultats réels peuvent être substantiellement différents des prévisions en raison de risques et d'incertitudes. Il faut éviter de se fier indûment aux informations prospectives.

Des commissions, commissions de suivi, frais de gestion et dépenses peuvent tous être associés à des investissements dans des fonds communs de placement. Veuillez consulter le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur change fréquemment et le rendement antérieur peut ne pas être reproduit.

Placements NEI est une marque de commerce déposée de Placements NordOuest & Éthiques S.E.C. (« NEI S.E.C. »). Placements NordOuest & Éthiques inc. est commanditée de NEI S.E.C. et filiale entièrement détenue par Patrimoine Aviso inc. (« Aviso »). Aviso est la seule commanditaire de NEI S.E.C. Aviso est une filiale à part entière de Commandité Patrimoine Aviso S.E.C., qui est elle-même détenue à 50 % par Desjardins Holding financier inc. et à 50 % par une société en commandite appartenant aux cinq caisses provinciales Credit Union (les « Caisses ») ainsi qu'au groupe CUMIS.

2104526F 10/21 AODA